

**Service Prévention des Risques Techniques**

**ARRETE PRÉFECTORAL mettant en demeure la société 4 M PROVENCE  
pour l'exploitation de son site implanté lieu dit "Sainte Marie"  
à Pernes Les Fontaines (84210)**

**LA PRÉFÈTE DE VAUCLUSE**

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I<sup>er</sup> du livre V, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié par l'arrêté du 28 novembre 2022 autorisant la société 4 M Provence route, à exploiter une carrière au lieu-dit "Sainte Marie" à Pernes-Les-Fontaines, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 modifiant les dispositions relatives aux garanties financières et de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 portant sur les conditions de remise en état et sur les dispositions relatives aux garanties financières ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport du 7 décembre 2022, relatif à la visite du 8 novembre 2022, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), transmis à l'exploitant par courrier du 7 décembre 2022 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de la part de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que le 8 novembre 2022 une inspection a été réalisée sur le site 4 M Provence Route au lieu dit "Sainte Marie" 84210 Pernes-Les-Fontaines dans le département du Vaucluse ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite précitée, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions des articles :

- 3, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, en raison de l'ensemble des informations requises en matière de traçabilité des matériaux inertes réceptionnés sur le site ;
- 12 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 susvisé, en raison de l'absence de clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent sur l'ensemble du périmètre autorisé ;
- 20.1 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 susvisé, en raison de l'absence de relevé des niveaux sonores.

**CONSIDÉRANT** que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 08 novembre 2022 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, par conséquent, il y a lieu de mettre en demeure la société 4 M Provence Route située au lieu dit « Sainte-Marie à Pernes Les Fontaines (84 210), de respecter les dispositions des articles 3, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et les articles 12 et 20.1 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 ;

**SUR** proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société 4 M Provence Route, dont le siège social est situé village d'entreprise ERO, 38 rue des Cardeurs à Sorgues, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site implanté au lieu dit « Sainte-Marie » à Pernes Les Fontaines (84 210) ;

a) des articles 3, 5 et 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, en mettant en place, au plus sous **un mois à compter de la notification du présent arrêté**, une procédure d'acceptation préalable comprenant l'ensemble des attendus de l'article 3 précité et un document d'acceptation préalable comprenant l'ensemble des attendus des articles 5 et 8 précités ;

b) de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997 modifié, susvisé, **sous un mois à compter de la notification du présent arrêté**, par la pose des clôtures manquantes ;

c) l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, modifié, susvisé, **sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, par la production d'un relevé des niveaux sonores.

Les justificatifs démontrant le respect des prescriptions précitées doivent être transmis à Madame la Préfète de Vaucluse au plus tard **sous 1 mois** suivant la réalisation des actions correctives.

### **ARTICLE 2 :**

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société 4 M Provence.

### **ARTICLE 3 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois ;

**ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-Préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Pernes les Fontaines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le commandant du groupement de la gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le

- 3 JAN. 2023

Pour la préfète,  
le secrétaire général,

Christian GUYARD

